



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU  
22 juillet 2024

Celui-ci s'est réuni au lieu ordinaire des séances, après convocation du 3 juin 2024, sous la présidence de Madame Sylvie COMUZZI, Maire d'Izernore

Etaient présents :	Sylvie COMUZZI, Raymond JOYARD, Christianne MAURON, Michel MOINE, Xavier BOSSAN, Juliette AUGERT, Pascal CURTET, Edda GRASSET, Isabelle GREGIS, Christophe PERROUSSET, Jean-Marie PONCET ; Hervé GARBE, Claire ZARA-MARMETH, Mathilde FAVRE, Louison DONIER
Excusé :	Françoise DESMIDT, Pascale GOUILLOUX,
Pouvoir :	Françoise DESMIDT à Christianne MAURON Pascale GOUILLOUX à Raymond JOYARD
Secrétaire de séance :	Juliette AUGERT

Ouverture de la séance : 19 h

En préambule : rencontre avec Messieurs Guy FLEURY, Yannick REYDELLET et Romain SCHIARI du centre de secours d'Izernore qui va faire face à des problèmes d'effectifs dans les prochaines années. En effet, 8 départs sont enregistrés, dont 3 personnes qui ont fait valoir leurs droits à la retraite. Des manques sur les gardes en journée et week-ends se feront ressentir et il sera très difficile d'accomplir les missions de secours.

Un comité de pilotage est mis en place afin de procéder au recrutement de nouveaux volontaires.

Les options de communication envisagées à ce jour :

- Banderole au cœur de village,
- Rencontres avec les conseils municipaux,
- Rencontres avec les entreprises,
- Convention avec les communes,
- Communication via les réseaux des communes
- QR Code sur les calendriers de fin d'année
- Forum des associations du 07/09/2024
- Assemblée générale du comité des fêtes en octobre 2024

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 10 juin 2024 n'appelle aucune observation, il est approuvé à l'unanimité.

**DECISIONS DU MAIRE** signées par Madame le Maire par délégation du Conseil Municipal au Maire :  
Délibération N° D20200608\_018 du 08 juin 2020

DE2024-192-168 : signée le 28/05/2024 avec FABREGUE de 86.29 € HT soit 91.04 € TTC pour l'achat du code de l'urbanisme 2024 - service urbanisme

DE2024-192-169 : signée le 10/06/2024 avec BALLAND de 1950.00 € HT soit 2340.00 € TTC pour la fourniture et la pose de 2 bardages verre sur l'abribus de Ceyssiat

DE2024-192-170 : signée le 18/06/2024 avec AME BUREAUTIQUE de 769.00 € HT soit 922.80 € TTC pour la fourniture 10 cartouches toner Brother

DE2024-192-171 : signée le 20/06/2024 avec IMMO CLEAN de 390.00 € HT soit 468.000 € TTC pour le nettoyage du rideau vitré (verrière) de la résidence des Pragnères

DE2024-192-172 : signée le 20/06/2024 avec ENSEIGNES EB de 223.00 € HT soit 267.60 € TTC pour la fourniture et la pose d'un film dépoli sur les vitrages du musée

DE2024-192-173 : signée le 20/06/2024 avec ENSEIGNES EB de 411.00 € HT soit 493.20 € TTC pour la fourniture de 2 plaques « diamant » pour affichage des horaires de la mairie et direction « accueil »

DE2024-192-174 : signée le 27/06/2024 avec AGYSOFT de 2850.00 € HT soit 3420.00 € TTC pour la formation sur le logiciel marchés publics 1jour pour le module rédaction + 2 jours pour le module procédure - Joris Saint-Jeuint

DE2024-192-175 : signée le 02/07/2024 avec BOESNER de 46.96 € HT soit 56.35 € TTC pour l'achat de fournitures pour activités - musée

DE2024-192-176 : signée le 02/07/2024 avec 10 DOIGTS de 77.31 € HT soit 92.77 € TTC pour l'achat de fournitures pour activités - musée

DE2024-192-177 : signée le 02/07/2024 avec DOC'UP de 214.50 € HT soit 257.40 € TTC pour l'achat de d'une cartouche d'encre pour la machine à affranchir

DE2024-192-178 : signée le 04/07/2024 avec FAMILLES RURALES de 41.500 pour la signature de l'avenant N° 2 du MARCHE 2022ENFANTS002

DE2024-192-179 : signée le 04/07/2024 avec LACROIX de 691.52 € HT soit 829.82 € TTC pour l'achat de divers panneaux signalétiques (WC publics - Doucement ! - Pars sans Tabac - Espace sans tabac)

DE2024-192-180 : signée le 04/07/2024 avec DEGLETAGNE de 413.00 € HT soit 495.60 € TTC pour la maintenance annuelle de la borne de recharge pour véhicules électriques

DE2024-192-181 : signée le 04/07/2024 avec TECHNIC + de 908.60 € HT soit 1090.32 € TTC pour l'achat de rayonnages - atelier services techniques

DE2024-192-182 : signée le 04/07/2024 avec TECHNIC + de 99.00 € HT soit 118.00 € TTC pour l'achat d'un pack pro téléphone - services techniques astreinte



DE2024-192-183 : signée le 04/07/2024 avec France BARNUMS de 1255.00 € HT soit 1506.00 € TTC pour l'achat d'un barnum de 3x4.5m pour le four communal

DE2024-192-184 : signée le 04/07/2024 avec BESD de 620.00 € HT soit 744.00 € TTC pour la fourniture d'un meuble sur mesure pour le rangement de la sono en salle de conseil municipal

DE2024-192-185 : signée le 04/07/2024 avec BESD de 2598.00 € HT soit 3117.60 € TTC pour la fourniture d'un meuble sur mesure pour la salle d'activité du service périscolaire

DE2024-192-186 : signée le 05/07/2024 avec DIFCO de 2329.72 € HT soit 2784.22 € TTC pour l'achat de fournitures d'entretien pour la cantine scolaire

DE2024-192-187 : signée le 08/07/2024 avec TRANSPORTS MARMETH de 155.22 € HT soit 186.26 € TTC pour l'acheminement de serrures et clés romaines données par le musée archéologique du Val d'Oise

DE2024-192-188 : signée le 05/07/2024 avec DIFCO de 3335.73 € HT soit 3995.31 € TTC pour l'achat de fournitures d'entretien pour l'école maternelle

DE2024-192-189 : signée le 09/07/2024 avec M. BRICOLAGE de 333.00 € HT soit 399.60 € TTC pour la fourniture de sel adoucisseur

DE2024-192-190 : signée le 12/07/2024 avec C.S.I. de 798.00 € HT soit 957.60 € TTC pour la fourniture d'un ordinateur portable - adjoint urbanisme

DE2024-192-191 : signée le 12/07/2024 avec TEREVA de 314.24 € HT soit 377.09 € TTC pour la fourniture de 2 radiateurs + 1 ensemble thermostatique pour la cantine scolaire

DE2024-192-192 : signée le 16/07/2024 avec LOGIDOM de 526.00 € HT soit 631.20 € TTC pour le dépannage du contrôle d'accès de la mairie

DE2024-192-193 : signée le 16/07/2024 avec HARRY PLAST de 41.05 € HT soit 49.26 € TTC pour la fourniture de sacs de monnaies et billets à scellés pour la régie de recettes

DE2024-192-194 : signée le 16/07/2024 avec HENRI JULIEN de 38.60 € HT soit 46.32 € TTC pour la fourniture de vaisselle pour la cantine

DE2024-192-195 : signée le 17/07/2024 avec SERRURERIE METALLERIE ND de 525.00 € HT soit 630.00 € TTC pour la fourniture + découpe + pliage de 6 tôles inox pour le revêtement des portes de la cantine

DE2024-192-196 : signée le 18/07/2024 avec GONCET de 9500.00 € HT soit 10022.50 € TTC pour le remplacement de la chaudière gaz de l'immeuble Coppel - 480 / 488 Grande Rue

DE2024-192-197 : signée le 18/07/2024 avec ARPENTUA de 2099.20€ HT soit 2519.04 € TTC pour le relevé topographique de l'ex gendarmerie et ses abords - 6000 m<sup>2</sup>

DE2024-192-198 : signée le 18/07/2024 avec DEJI PUB de 205.00 € HT soit 246.00 € TTC pour la fourniture + d'affiches pour les Journées Européennes du Patrimoine les 21 & 22 septembre 2024

**CONVENTIONS** : signées par Madame le Maire par délégation du Conseil Municipal au Maire :  
délibération N° D20200608\_018 du 08 juin 2020

- C20240529\_010 Convention avec SASU ADM AUTO - fourrière automobile
- C20240611\_011 Convention avec la commune de Saint Martin du Fresne pour la participation financière au salaire de la secrétaire médicale
- C20240611\_012 Convention avec Familles Rurales pour la mise à disposition de personnel de direction
- C20240611\_013 Convention avec le Centre de Gestion 01 pour une mission d'assistance juridique pour le contrat du centre de loisirs
- C20240613\_014 Convention avec le cabinet AINTEGRA pour AMO Travaux de voirie 2024
- C20240613\_015 Convention avec le cabinet AINGEGRA pour AMO Travaux de sécurisation 2025 et cour de l'école
- C20240613\_016 Convention avec SEMCODA pour la gestion des flux - réservations de logements

**ARRETES** signés par Madame le Maire par délégation du Conseil Municipal au Maire :  
Délibération n° 20200608\_018 du 8 juin 2020 -

NEANT

\*\*\*\*\*

**DELIBERATION 2024030 : REFUS D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION ELEVAGE DE LA CÔTE**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la demande de subvention exceptionnelle adressée par l'association Elevage de la Côte pour la participation de 3 cavaliers aux épreuves du championnat de France de Sauts d'Obstacles qui se sont déroulées du 5 au 14 juillet 2024 à Lamotte-Beuvron (Loir et Cher).

Le Conseil Municipal rejette la demande de subvention de l'association ELEVAGE DE LA CÔTE aux motifs que le championnat ne se déroule pas sur la commune et de plus aucun cavalier de la commune ne participe aux épreuves.

**DELIBERATION 20240 31 : AUTORISATION POUR LA MISE EN PLACE D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - DSP - POUR LA GESTION DU SERVICE PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE**

Madame le Maire rappelle que depuis le mois de novembre 2022, la commune d'Izernore a conclu un marché de prestations de services avec l'Association Familles Rurales Enfance et Jeunesse (AFREJ) concernant la gestion de l'accueil extra-scolaire et l'animation de l'accueil périscolaire.

Ce marché arrivera à son terme le 31/08/2024, il y a lieu de mettre en place une délégation de service public afin de se conformer à la réglementation imposée par les services de l'état dans ce domaine.

L'accueil de loisirs est ouvert à tous les enfants âgés de 3 à 11 ans résidant à Izernore ou dans les communes alentours.

La commune souhaite proposer à la population du territoire une offre suffisante et équilibrée en matière d'accueil en dehors des temps scolaires,



Les missions devront être accomplies pour mener à bien ce service sont les suivantes :

- L'organisation d'activités et de sorties, sportives et culturelles, contribuant au bien-être et à l'épanouissement des enfants ;
- La fourniture de repas sains et équilibrés dans le cadre de l'accueil extrasolaire proposé aux familles ;
- La mise en œuvre de l'ensemble des moyens d'exploitation (humains, financiers, techniques et logistiques...) adaptés à la gestion du service délégué ;
- Le recrutement et la gestion du personnel nécessaire au fonctionnement du service, et notamment la formation du personnel ;
- La gestion de l'ensemble de la relation avec les familles ainsi que la communication la promotion des activités auprès des publics concernés ;
- La poursuite et le développement de partenariats avec les acteurs locaux.

Le marché public conclu avec l'AFREJ arrive à échéance le 31/08/2024. Il est envisagé de recourir à une délégation de service public pour la gestion de ce service dont les principaux éléments seront les suivants :

- Le contrat de délégation sera conclu pour une durée de trois ans (du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2028), reconductible trois fois pour une durée de 12 mois. La durée maximale du contrat sera de 6 ans.
- Le concessionnaire sera autorisé à encaisser les ressources nécessaires à l'exploitation de l'accueil de loisirs, notamment :
  - ✧ Les redevances d'exploitation perçues auprès des usagers
  - ✧ Les subventions d'exploitation (CAF, MSA et d'autres le cas échéant)
  - ✧ La contribution de la commune d'Izernore.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser Madame le Maire à procéder au lancement de la procédure et notamment à la publication d'un avis de concession.

Il accepte les caractéristiques qualitatives et quantitatives de la délégation de service public telles que décrites dans le rapport préalable ci-joint.

Il autorise Madame le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.

#### **DELIBERATION 2024032 : CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - DSP - POUR LA GESTION DU SERVICE PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre de la création d'une délégation de service public pour la gestion du service périscolaire et extrascolaire il est nécessaire de constituer une commission.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

**DE DESIGNER** comme suit les délégués titulaires et les délégués suppléants :

<b>DELEGUES TITULAIRES</b>	<b>DELEGUES SUPPLEANTS</b>
Raymond JOYARD	Christophe PERROUSSET
Christianne MAURON	Claire ZARA-MARMETH
Michel MOINE	Mathilde FAVRE

Et d'autoriser Madame le Maire à signer les documents afférents à cette commission.



## **DELIBERATION 2024033 : AVENANT N° 1 AU MARCHE DE GESTION DE L'ACCUEIL DU PERISCOLAIRE**

Madame le Maire rappelle que le marché « Gestion de l'accueil extra-scolaire et animation de l'accueil périscolaire pour la commune d'Izernore » conclu avec l'Association Familles Rurales Enfance et Jeunesse - AFREJ - a été notifié le 3 février 2023 pour une période de 19 mois, à savoir du 01/02/2023 au 31/08/2024.

La commune souhaite mettre en place une délégation de service public concernant l'accueil des enfants sur les temps périscolaire et extrascolaire. En application du Code de la Commande Publique et du Code Général des Collectivités Territoriales - CGCT - elle doit respecter une procédure de mise en concurrence d'environ 5 mois.

L'échéance du marché de prestation de service actuel est fixée au 31/08/2024. La mise en œuvre de la procédure de délégation de service public nécessite 4 mois supplémentaires. C'est pourquoi, une modification du marché « Gestion de l'accueil extra-scolaire et animation de l'accueil périscolaire pour la commune d'Izernore » en application des articles R.2194-2 du Code de la Commande Publique, est mise en œuvre dans l'avenant N° 2, dès lors que ces services supplémentaires « sont devenus nécessaires (...) à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ».

L'avenant N° 1 a pour objet de prolonger de 4 mois la durée du marché.

Cette prolongation de 4 mois des prestations définies dans le marché « Gestion de l'accueil extra-scolaire et animation de l'accueil périscolaire pour la commune d'Izernore » nécessite une augmentation du prix du marché initial.

Le coût initial pour 8 mois était de 105 860 €. Du mois de septembre 2024 au mois de décembre 2024, il faut prévoir un avenant d'un montant maximum de 60 140 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité d'approuver la signature de l'avenant 1 du marché « Gestion de l'accueil extra-scolaire et animation de l'accueil périscolaire pour la commune d'Izernore » pour un montant maximum de 60 140 € pour la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2024., et d'autoriser Madame le Maire à signer l'avenant N° 1 et les pièces afférentes à ce dossier.

## **DELIBERATION 2024034 : TRANSFERT DU MANDAT DE GESTION DU CCAS POUR LE FOYER DES PRAGNERES**

Madame le Maire rappelle que la résidence autonomie « Les Pragnères » est un établissement répertorié au titre des ESSMS (Etablissements, Services Sociaux et Médico-Sociaux) qui permet d'accueillir 24 résidents. Le CCAS a vu son autorisation de fonctionnement renouvelée par le Conseil Départemental de l'Ain pour une durée de 15 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Il est actuellement géré par la SEMCODA. La commune d'Izernore est la collectivité de rattachement. Or, elle ne pourra plus poursuivre, ce type d'établissement devant être confié à des organismes habilités à recevoir les informations confidentielles concernant les personnes logées.

Il convient donc que le CCAS procède à une cession du mandat de gestion.

Le mandat de gestion ne peut être attribué à une personne physique ou morale de droit privé ou une personne morale de droit public qu'avec l'accord des autorités compétentes pour la délivrer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité d'approuver la décision du CCAS en date du 16 juillet 2024 de donner mandat de gestion du Foyer des Pragnères à un organisme habilité ; et d'autoriser Madame le Maire à signer tout acte nécessaire afférent au transfert de mandat de gestion pour le foyer des Pragnères.

#### **DELIBERATION 2024035 : INTEGRATION DES PARCELLES BOISEES AU REGIME FORESTIER**

Madame Le Maire explique au Conseil Municipal que la commune d'Izernore est propriétaire de plusieurs parcelles boisées. Afin d'intégrer ces parcelles à la forêt communale et de leur faire bénéficier d'une gestion durable, la commune demande leur application au régime forestier.

#### **DESIGNATION CADASTRALE DES PARCELLES :**

Section	Numéro	Lieu-dit	Contenance (en ha)	Surface proposée à l'application du RF (en ha)
C	66	AU MOLARD REYDELLET	0.2162	0.2162
C	255	SOUS ROCHE	0.3012	0.3012
D	799	BEAUREGARD	0.4369	0.4369
D	772	PRE D'AVARD	0.6250	0.6250
D	965	SOUS TRAIN	0.9734	0.9734
D	817	SOUS TRAIN	0.1929	0.1929
		<b>TOTAL</b>	<b>2.7456</b>	<b>2.7456</b>

Après en avoir délibéré le conseil municipal décide à l'unanimité de demander l'application du régime forestier pour la totalité des parcelles cadastrales désignées ci-dessus et d'autoriser Madame le Maire à signer les documents afférents.

#### **DELIBERATION 2024036 : ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE VOIRIE - rue de la Mode - AUPRES DE Madame Mathilde FAVRE**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que Madame Mathilde FAVRE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AH N° 0051 d'une surface de 19 m<sup>2</sup>, sise à hauteur du N° 200 rue de la Mode au lieudit « AU PELOCIER NORD ».

Il a été constaté cette parcelle a été intégrée à la voirie lors de travaux anciens, sans acte spécifique, alors qu'à ce jour elle est toujours propriété de Madame FAVRE.

Il apparaît donc nécessaire de régulariser cette situation et de procéder à l'acquisition de la parcelle AH 0051, d'une surface totale de 19 m<sup>2</sup>, auprès de Madame Mathilde FAVRE, qui propose de céder ce bien à l'Euro symbolique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité moins 1 voix, Madame Mathilde FAVRE, concernée, ne prend pas part ni au débat ni au vote, d'acquérir à l'Euro Symbolique la parcelle cadastrée section AH N° 0051, ci-dessus mentionnée appartenant à Madame Mathilde FAVRE.

Maître Bénédicte BAUD, Notaire à Izernore, sera chargée d'établir l'acte de cession au profit de la commune qui prendra à sa charge les frais inhérents à cette acquisition.



**DELIBERATION 2024037 : ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE VOIRIE - rue de la Mode - AUPRES DE Monsieur Pierre PASTOR PARRAGA**

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que Monsieur Pierre PASTOR PARRAGA est propriétaire de la parcelle cadastrée section AH N° 0052 d'une surface de 10 m<sup>2</sup>, sise à hauteur du N° 200 rue de la Mode au lieudit « AU PELOCIER NORD ».

Il a été constaté cette parcelle a été intégrée à la voirie lors de travaux anciens, sans acte spécifique, alors qu'à ce jour elle est toujours propriété de Monsieur PASTOR PARRAGA.

Il apparaît donc nécessaire de régulariser cette situation et de procéder à l'acquisition de la parcelle AH 0052, d'une surface totale de 10 m<sup>2</sup>, auprès de Monsieur Pierre PASTOR PARRAGA, qui propose de céder ce bien à l'Euro symbolique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité moins 1 voix, Madame Mathilde FAVRE, concernée, ne prend pas part ni au débat ni au vote, d'acquérir auprès de Monsieur PASTOR PARRAGE, à l'Euro Symbolique la parcelle cadastrée section AH N° 0052, ci-dessus mentionnée.

Maître Bénédicte BAUD, Notaire à Izernore, sera chargée d'établir l'acte de cession au profit de la commune qui prendra à sa charge les frais inhérents à cette acquisition.

**DELIBERATION 2024038 : CESSION DE PARCELLES DE TERRAIN A SCI SOUS CHAMPAGNE - MODIFICATION DE LA SURFACE A CEDER**

**ANNULE ET REMPLACE D2024028 du 10/06/2024**

Madame le Maire rappelle la délibération du Conseil Municipal n° D2024028 du 10/06/20274 concernant la cession à la SCI SOUS CHAMPAGNE représentée par M. Alexandre BERNARDIN des parcelles cadastrées section AL N° 124, section F N° 930 et 932 sises rue Pierre Fondelle comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

ADRESSE	SECTION - N°	SURFACE en m <sup>2</sup>
Rue Pierre Fondelle	AL 124	1140
Rue Pierre Fondelle	F 930	781
Rue Pierre Fondelle	F 932	419
	TOTAL	2340

Madame le Maire précise que le montant définitif de la vente sera déterminé après le calcul par le géomètre expert de la superficie exacte des parcelles à céder.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité la cession à la SCI SOUS CHAMPAGNE, représentée par M. Alexandre BERNARDIN, au prix de 8 € HT/m<sup>2</sup>, les parcelles notifiées dans le tableau ci-dessus. Le montant définitif de la vente sera déterminé après le calcul par le géomètre expert de la superficie exacte des parcelles à céder.

Les frais notariés et de géomètre inhérents à ce dossier seront à la charge de l'acquéreur,



## **DELIBERATION 2024039 : VALIDATION DU REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS DE L'ILOT RECORDON**

Madame Le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet d'aménagement du cœur de village intégrant la construction de 8 logements et 6 commerces, pour cession, sis Grande Rue en face de la mairie

Les logements sont en cours de finition et pourront être prochainement attribués. D'éventuels acquéreurs ont d'ores et déjà postulé par écrit (courrier ou mail).

Une visite des lieux sera organisée et il sera remis à chaque acquéreur potentiel le règlement de copropriété, le règlement d'attribution des logements ainsi que le tarif qui sera déterminé par le Conseil Municipal à l'achèvement définitif des travaux.

Afin de respecter une équité vis-à-vis de tous les postulants il est nécessaire d'établir le règlement d'attribution pour la vente des logements de cet ilot.

Madame le Maire a sollicité les conseils du cabinet d'avocats Philippe PETIT & Associés de Lyon pour la rédaction d'un règlement d'attribution. Elle en donne lecture et demande au Conseil Municipal de prononcer un avis.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité d'approuver le règlement d'attribution proposé ci-dessous et autorise Madame le Maire à signer les documents afférents à ce dossier.

### **Règlement d'attribution à la vente des logements de l'Ilot Recordon de la Commune d'IZERNORE**

#### **Préambule**

La commune d'IZERNORE a procédé à la réhabilitation et à la construction d'un ensemble immobilier sur son territoire, permettant la création de logements et de commerces, ressortant de son domaine privé.

Dans ces conditions, elle a souhaité attribuer lesdits logements à des familles formalisant la demande en ce sens, ayant des attaches familiales ou professionnelles sur la commune, souhaitant en faire leur résidence principale, et ainsi éviter ainsi la location de courte et longue durée.

Le Conseil municipal a validé le présent règlement définissant d'une part les modalités de constitution de la Commission *ad hoc* en charge de l'attribution desdits logements, d'autre part définissant les conditions de leur attribution.

Il s'agit, par le présent règlement d'assurer la transparence et l'équité dans le choix des acquéreurs.

#### **Article 1 : Missions**

La commission d'attribution des logements a pour objet d'identifier les futures acquéreurs des lots de l'ilot Recordon.

Ses décisions sont prises au regard du nombre de points attribués à chaque candidature, distribués dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent règlement.

#### **Article 2 : Composition de la Commission**

La commission est composée du Maire, président, et d'un membre du conseil municipal, Monsieur Raymond JOYARD, Maire adjoint, élu par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection d'un suppléant, Monsieur Pascal CURTET, Conseiller Municipal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale en raison de leur compétence.

En cas d'absence du président, les membres présents de la commission désignent le Président de la commission pour la séance afférente avant toute décision d'attribution.

### **Article 3 : Procédure d'attribution**

La procédure d'attribution des logements mis en vente assure la transparence et l'équité de la municipalité dans son choix des acquéreurs.

#### **3.1 Dépôt de candidature, modalités, délai**

Les candidats intéressés par l'acquisition d'un lot disposeront jusqu'au 30 novembre 2024 pour transmettre leur dossier complet.

Les dossiers de candidature pourront être déposés en mairie sous pli cacheté contre remise d'un accusé de réception horodaté, ou par voie postale, le cachet de la poste faisant foi.

Le dossier de candidature sera constitué des éléments suivants, dûment remplis et signés :

- Une attestation d'engagement de faire du bien sa résidence principale, pour lui-même ou un ascendant ou descendant.
  - Une attestation justifiant que l'acquéreur potentiel justifie d'une attache sur le territoire de la Commune d'Izernore.
  - Attestation d'emploi le cas échéant.
  - Une attestation justifiant de la capacité financière à acquérir (démarche formalisée auprès d'une banque).
  - Attestation indiquant si le candidat est déjà ou a été propriétaire de sa résidence principale (date de résidence) et s'engageant à une revente du bien occupé pour acheter le bien pour lequel il candidate.
- Les dossiers de candidature seront enregistrés et numérotés dans leur ordre d'arrivée, sans être ouverts. L'ouverture des dossiers ne pourra se faire qu'en présence des membres de la commission.

#### **3.2 Admissibilité du dossier, analyse des candidatures**

Une commission d'attribution est constituée conformément à l'article 2 du présent règlement, pour analyser les candidatures et décider des futurs acquéreurs.

La commission d'attribution pourra rejeter tout dossier en cas de non-respect des modalités ou de difficultés rencontrées pour analyser la candidature : absence de pièces, absence de réponse, délai non respecté, informations erronées...

Les dossiers complets seront étudiés au regard des critères définis à l'article 4 du présent règlement. En cas de dossier incomplet, les candidats disposeront d'un délai de 8 jours à compter de la relance pour produire les documents manquants.

#### **3.3 Décision finale**

Les noms des acquéreurs retenus seront rendus dans un délai de 2 mois maximum à compter de la date de clôture des dépôts de candidature.

L'attribution des lots sera effectuée en fonction du nombre de points obtenus, en commençant par celui qui aura obtenu le plus de points.

En cas de nombre de points identiques, le départage sera réalisé par tirage au sort.

Les candidats non attributaires seront inscrits sur une liste d'attente.

En cas de désistement ou d'incapacité financière du candidat, les lots seront proposés au candidat suivant par ordre de classement.



#### Article 4 : Conditions d'attribution des logements de l'ilot Recordon

Pour mémoire, la commune entend favoriser l'acquisition de résidence principale.

Seules les personnes physiques souhaitant en faire une résidence principale sont admissibles.

La candidature d'un professionnel de l'immobilier, promoteur, marchand de biens sera considérée comme irrecevable.

Au regard d'un dossier complet, établi selon les modalités fixées à l'article 3 du présent règlement, la commission examine les dossiers en fonction :

##### CRITERE N° 1 : primo-accédant

Appréciation	Points
Candidat n'ayant jamais été propriétaire de sa résidence principale	100
Candidat n'étant plus propriétaire de sa résidence principale depuis au moins 2 ans	50
Candidat étant déjà propriétaire de sa résidence principale et la reventant pour acquérir	10

##### CRITERE N° 2 : lien avec la commune (familial, professionnel ou résidentiel

Appréciation	Points
Candidature d'une personne seule ou d'un couple résident depuis au moins 2 ans à une distance d'au + 10 km de la commune	20
Candidature d'une personne seule ou d'un couple résident dans un bien loué sur le territoire communal	30
Candidature d'une personne seule ou d'un couple dont l'un au moins des conjoints travaille depuis au moins 2 ans à une distance d'au plus 30 km de la commune	10
Candidature d'une personne seule ou d'un couple dont l'un au moins des conjoints est en lien générationnel avec un ou des habitants de la commune d'Izernore	30

##### CRITERE N° 3 : Situation familiale

Le candidat se positionne soit pour un T3 (de 1 à 3 personnes) ou un T4 (de 4 à 5 personnes) en fonction de sa situation familiale :

TYPE DE LOGEMENT	NOMBRE DE PERSONNES MINIMUM	NOMBRE DE PERSONNES MAXIMUM
------------------	-----------------------------	-----------------------------

T3 (environ 67.70 m <sup>2</sup> )	Isolé + 1 ou couple	Isolé + 2/couple + 1
T4 (> 80 m <sup>2</sup> )	Isolé + 3 ou couple + 2	Isolé + 4 ou couple + 3

Appréciation	Points
Candidature d'un couple sans enfant mineur ou à naître	20
Candidature d'une personne seule avec un enfant mineur ou à naître	30
Candidature d'un couple avec un enfant mineur ou à naître	50
Candidature d'une personne seule avec au moins 2 enfants mineurs ou à naître	30
Candidature d'un couple avec au moins 2 enfants mineurs ou à naître (uniquement pour une candidature T4)	60

## Article 5 : Conditions particulières

### 5.1 Clause anti-spéculative

Chaque candidat ne peut postuler qu'à l'acquisition d'un seul lot.

Pour éviter toute spéculation contraire à l'esprit de la présente opération, la commune a décidé d'établir des clauses anti-spéculatives qui seront incluses dans chaque acte notarié :

- Principe d'inaliénabilité

Les acquéreurs s'interdisent toute aliénation à titre onéreux ou gracieux du bien acquis durant un délai de 8 ans à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition.

Toute mutation, exception faite des transmissions par voie successorale, seront soumises à l'accord préalable de la mairie.

- Dérogation au principe d'inaliénabilité

Il pourra être dérogé au principe d'inaliénabilité si l'acquéreur justifie d'un cas de force majeure assimilable à un accident de la vie rendant nécessaire la revente du bien.

Sont admis :

- Le décès de l'acquéreur ou de son conjoint ou de son partenaire pacsé,
- Le divorce ou la rupture du PACS sans poursuite d'une relation de concubinage,
- La séparation avérée de concubins,
- La mutation ou la mobilité professionnelle à plus de 80 km du domicile,
- Une période de chômage de 12 mois consécutifs,
- L'invalidité ou l'incapacité reconnue,
- Une incapacité financière à assumer le remboursement du prêt nécessaire au financement de l'acquisition du bien.

Tout projet de mutation dérogatoire dans le délai de 8 ans devra au préalable avoir été porté à la connaissance de la commune par l'acquéreur devenu vendeur ou donateur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 3 mois précédant l'acte notarié devant constater la mutation.

Toute mutation qui interviendrait en contradiction avec ce qui précède, ou qui n'aurait pas été agréée par la commune expressément ou tacitement rendra exigible une indemnité au titre de la clause pénale prévue dans l'acte notarié.

Le montant de cette indemnité est fixé à 40 000 €. Cette indemnité sera réduite de 10 % par année de détention, de sorte qu'il ne sera plus rien dû après 8 ans.

- Principe de l'acquisition en vue de résidence principale



L'acquéreur s'interdit de mettre le bien en location, qu'il s'agisse d'une location de courte ou longue durée.

En toute hypothèse, si l'acquéreur ne respecte pas ses engagements, la commune aura la possibilité d'exercer une action en résolution de la vente.

En cas d'exercice de l'action résolutoire, la commune devra rembourser uniquement à l'acquéreur le prix (initial) d'acquisition, outre qu'elle pourra être bénéficiaire de la clause pénale susvisée.

## **5.2 Pacte de préférence**

Dans le cas de revente dérogatoire à l'interdiction d'aliéner pendant 8 ans (sauf autorisation dérogatoire expresse) la commune sera bénéficiaire d'un pacte de préférence.

En vertu de ce pacte de préférence, la commune :

- Disposera d'une priorité d'achat ou faculté de rachat au cas où l'acquéreur déciderait de revendre son bien pendant la durée de validité du pacte de préférence ;
- Aura la possibilité de substituer à elle-même un nouvel acquéreur répondant aux critères d'attribution des lots ci-dessus définis et qu'elle aura préalablement choisi.
- En cas de vente dans le cadre du pacte de préférence, le prix de vente du bien sera le prix (initial) d'acquisition du logement, augmenté des frais d'acte (frais de notaire) et des frais financiers éventuels (notamment des indemnités de remboursement anticipé), lesquels devront en toutes hypothèses être justifiés.

## **Article 6. Publicité de la vente**

La vente des différents lots de l'ilot Recordon sera annoncée à la population communale par la diffusion dans la presse locale et sur les canaux de communication municipaux (l'application panneau pocket, le panneau lumineux, la borne tactile, la page facebook).

Le site internet de la ville mettra également en ligne cet article ainsi que le présent règlement.

Ce dernier sera par ailleurs communiqué à toute personne en faisant la demande écrite.

L'article comprendra une description des caractéristiques techniques (surface - nombre de pièces) ainsi que les modalités financières de l'acquisition.

Les modalités de dépôt des dossiers de candidature ainsi que la date butoir de remise des dossiers seront visées dans l'article précité. Il sera renvoyé expressément au présent règlement, et son article 3 s'agissant de la composition du dossier de demande.

## **Article 7. Modification et publicité du règlement d'attribution**

Toute modification du présent règlement doit être soumise à l'approbation préalable du Conseil Municipal de la commune d'Izernore.

Une version à jour du présent règlement est disponible sur le site internet de la commune.

## **Article 8. Confidentialité**

Compte-tenu du caractère nominatif des attributions et de l'examen des situations familiales, toutes les personnes appelées à assister aux réunions de la commission d'attribution sont tenues à la discrétion à l'égard des informations qui sont portées à leur connaissance.

## **Article 9. Prévention des conflits d'intérêts**

Pour éviter tout risque de conflit d'intérêt au sens du Code Pénal, ou de conseiller intéressé au sens du Code Général des Collectivités Territoriales, un membre ne peut siéger à la réunion de la commission qui serait susceptible d'étudier un dossier de candidature d'une personne avec laquelle il a un lien familial direct ou indirect ou amical.

#### **DELIBERATION 2024040 : SIGNATURE D'UN PRÊT A USAGE AVEC LE CENTRE EQUESTRE**

Madame le Maire rappelle qu'une convention a été établie avec l'association dénommée ELEVAGE DE LA COTE - CENTRE EQUESTRE d'Izernore, pour le bâtiment principal, les écuries et le manège. Cette convention est arrivée à son terme, par suite du départ le 31 décembre 2020 de la société LE CERCLE HIPPIQUE D'IZERNORE.

Une convention d'occupation précaire a été reçue devant notaire le 02 septembre 2020 entre la commune d'Izernore et l'association dénommée ELEVAGE DE LA COTE - CENTRE EQUESTRE d'Izernore, pour le bâtiment principal, les écuries et le manège.

Il convient donc de régulariser l'occupation des locaux mentionnés ci-dessus par l'établissement d'un acte reçu en l'étude de Maître BAUD, Notaire à Izernore.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'établir un prêt à usage, à titre gracieux, conformément aux articles I-1875 et suivants du Code Civil, pour l'occupation par l'association ELEVAGE DE LA COTE - CENTRE EQUESTRE D'IZERNORE, pour une durée de 5 ans à compter rétroactivement du 1<sup>er</sup> septembre 2023 renouvelable ensuite d'année en année, par tacite reconduction, à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties six mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans versement de redevance ou d'indemnité d'occupation ou autre contrepartie à verser à la commune prêteur.

Le tout aux charges et conditions définies aux termes du projet d'acte, aux frais de l'association emprunteuse.

Pour les biens précisés ci-dessous :

- L'occupation du bâtiment principal, des écuries et du manège sis sur les parcelles cadastrées section AB N° 0193 de 1425 m<sup>2</sup> et 0231 de 540 m<sup>2</sup> et une surface de 773 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée section AB N° 0213 (stockage et parking)
- N° AB 0077 de 74a60ca pour pâture
- N° B 0861 de 1305 m<sup>2</sup>, B 0862 de 1078 m<sup>2</sup>, B 0863 de 2288 m<sup>2</sup>, B 0864 de 1646 m<sup>2</sup> pour pâture
- N° B 1059 pour une surface de 3200 m<sup>2</sup> - carrière hippique
- N° E 1164 de 58526 m<sup>2</sup> pour pâture

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'autoriser Madame le Maire à signer le prêt à usage avec l'association ELEVAGE DE LA COTE - CENTRE EQUESTRE, aux conditions définies ci-dessus.

Les frais notariés seront à la charge de l'association.

#### **DELIBERATION 2024041 : ACCORD POUR LE NOUVEAU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS - PDA - ABF**

Madame le Maire informe le conseil Municipal que la révision du PLU (prescrite par délibération de Haut-Bugey Agglomération le 06/04/2023) est un moment opportun pour substituer au périmètre actuel d'un rayon de 500 m autour des Monuments Historiques un nouveau périmètre, plus adapté à la situation de la commune.

L'Architecte des Bâtiments de France propose, conformément à la loi LCAP (loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine) du 07 juillet 2016, un Périmètre Délimité des Abords (PDA) du/des Monument(s) Historique(s).



Madame le Maire présente au Conseil Municipal cette proposition sous forme d'une carte légendée qui se veut adaptée aux réalités de terrain, aux enjeux de visibilité et sensibilité architecturales urbaines et paysagère concentrées autour du/des monument(s) historiques(s) classés de notre commune :

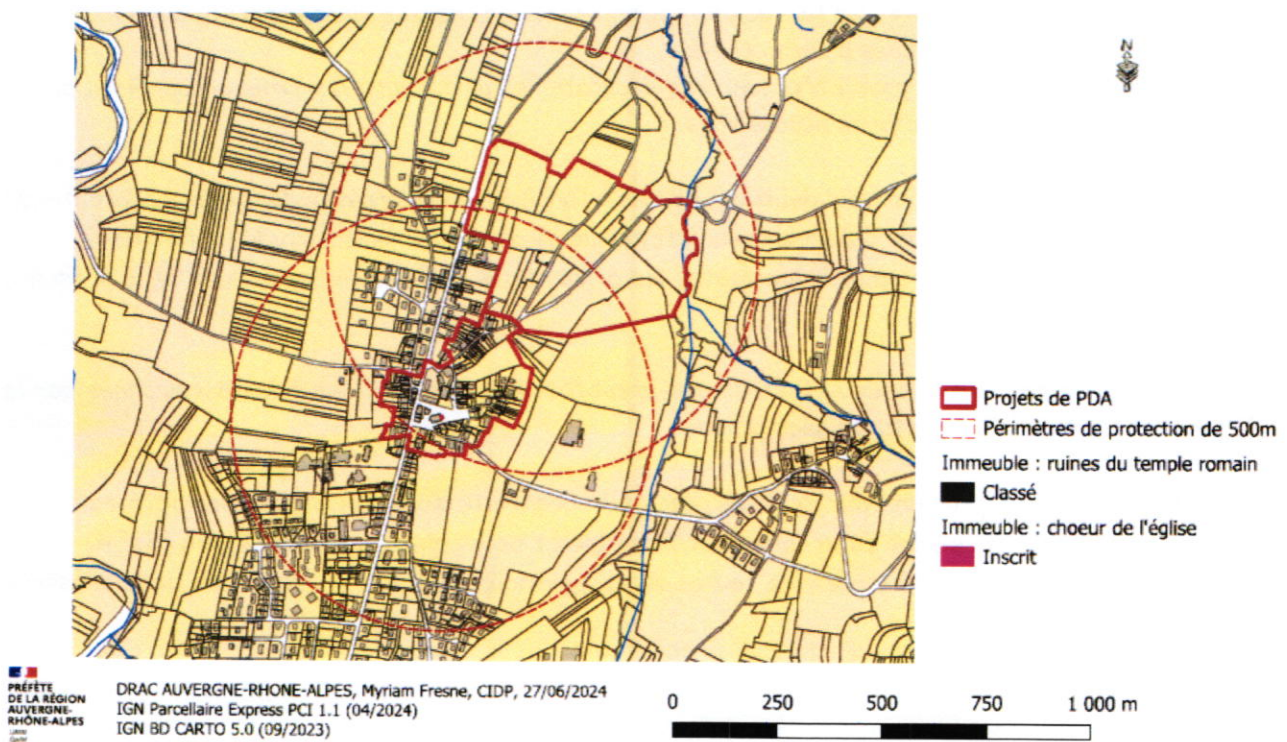
- ↳ Ruines du temple gallo-romain (classé le 31/12/1840)
- ↳ Chœur de l'église (classée le 09/07/1926)

Ce nouveau périmètre, une fois arrêté par le Préfet, à l'issue d'une enquête publique menée conjointement à celle de la révision du PLU, aura vocation à :

- Donner de la lisibilité au périmètre de protection, recentré sur les enjeux majeurs et focalisé sur les abords bâtis et paysagers directs.
- Induire un avis conforme (ou nécessité d'accords) s'imposant à l'autorité compétente en matière d'urbanisme pour une meilleure cohérence au sein des abords, excluant la condition de visibilité jusqu'alors en vigueur.
- Réduire le nombre de dossiers d'ADS envoyés pour consultation à l'UDAP (Architecte des Bâtiments de France) visant un conseil et un contrôle plus efficace.

Proposition du nouveau périmètre :

**IZERNORE (01 - AIN)**  
Projets de périmètres délimités des abords des ruines du temple romain et du chœur de l'église



Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'engager la procédure de mise en place d'un PDA autour du/des Monument(s) Historiques et d'approuver le périmètre proposé par l'Architecte des bâtiments comme indiqué dans le plan joint à cette délibération.

Il donne son accord pour procéder à une enquête publique conjointe à celle du PLU et autorise Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

## DELIBERATION 2024042 : MODIFICATION DES STATUTS DU SIEA

Madame le Maire explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire au SIEA de modifier ses statuts afin d'étendre ses compétences et permettre la réalisation de prestations de services au bénéfice des communes membres, des collectivités territoriales, d'établissements publics de coopération intercommunale, de syndicats mixtes et plus généralement de toute personne morale extérieure susceptible de pouvoir bénéficier de son expertise.

Cette modification porte sur l'ajout à l'article 2.7 - Mise en commun de moyens et activités accessoires - du paragraphe suivant :

*« 2.7.8. : Le SIEA pourra, à la demande d'un membre, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale, d'un syndicat mixte et plus généralement de toute personne morale extérieure susceptible de pouvoir bénéficier de son expertise, assurer des prestations de services se rattachant à son objet et ses compétences, dans les conditions de l'article L. 5211-56 du CGCT et sous les réserves cumulatives :*

- *Que le bénéficiaire de ladite prestation de service dispose d'un siège social domicilié sur le territoire national français ;*
- *Que cette activité demeure accessoire ;*
- *Que cette activité s'exerce dans le respect de l'application éventuelle des règles de la commande publique.*

*Une collectivité territoriale ou un autre établissement public de coopération intercommunale peut confier au SIEA dans le cadre des textes en vigueur, le soin de réaliser en son nom et pour son compte une opération sous mandat liées à ses activités.*

*La participation financière pour effectuer ces prestations comprendra les frais occasionnés par le service et les frais de structures nécessaires. »*

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver dans leur intégralité les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA).

Il autorise Madame le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération.

*La participation financière pour effectuer ces prestations comprendra les frais occasionnés par le service et les frais de structures nécessaires.*

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'approuver dans leur intégralité les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA).

Il autorise Madame le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération.



## DELIBERATION 2024043 : VALIDATION DU SCHEMA DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGES ELECTRIQUES (SDIRVE) DU SIEA

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que le département de l'Ain a besoin de s'équiper en systèmes de bornes de recharges pour véhicules électriques accessibles à tous.

Suite à la modification des statuts du SIEA, ce dernier pourra intervenir en tant que prestataire de services et la commune, compétente en matière d'IRVE pourra le solliciter dans ce domaine.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité d'approuver dans son intégralité la convention de prestation de service avec le SIEA et accepte les conditions de rétribution d'un montant forfaitaire de 45 €.  
Il autorise Madame le Maire à signer la convention et tout acte nécessaire à son exécution.

Il adopte sans réserve ni modifications, le Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (SDIRVE) élaboré par le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA) tant qu'il répond aux besoins du territoire de la commune d'Izernore.

\*\*\*\*\*

### VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE

Madame Christianne MAURON fait part au Conseil Municipal du compte-rendu du conseil d'école du 21/06/2024.

Le bilan des effectifs pour l'année 2023-2024 est de 246 élèves et les prévisions à venir sont équivalentes puisque 38 élèves de CM2 quittent l'école pour la primaire et 38 inscriptions ont été enregistrées pour les petites sections.

Il est à noter la reconduction des cours en langues étrangères en 2024-2025.

Le principal projet de la rentrée est le déplacement de plusieurs classes aux Jeux Paralympiques à Paris en septembre prochain.

### COMMISSION SÉCURITÉ

#### VIDEO-PROTECTION :

Monsieur Michel MOINE informe le Conseil Municipal du diagnostic du référent départemental de la gendarmerie :

- Une quarantaine de caméras pourraient être installées, le Conseil Municipal se prononcera sur le nombre et les lieux à prévoir
- Prévoir une qualité suffisante des caméras
- Prévoir un système filaire
- Avoir un local dédié
- Pour le bourg et les hameaux les gaines sont prévues avec les enfouissements des réseaux
- Subventions à demander
- Analyse à approfondir
- Cette mise en place sera un choix politique du Conseil Municipal à faire dans les prochaines années.

## RISQUES FEUX DE FORETS :

Monsieur Michel MOINE fait part au Conseil Municipal du compte-rendu de la réunion des Communes Forestières.

- Une étude est en cours pour l'identification des risques par secteur et par commune
- En 2025, un diagnostic sera établi et permettra la mise en œuvre de défenses incendie (par exemple bâches)
- Mise en œuvre du PDPFCI - Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie
- Izernore est classé en zone petite montagne
- Le risque incendie est à intégrer dans le SCOT et le PLUiH (en cours de révision)

## VIE CULTURELLE ET ASSOCIATIVE

La commission sports loisirs fait part au Conseil Municipal du compte-rendu des dernières assemblées générales :

- BASKET CLUB IZERNORE - BCI : Une légère baisse du nombre d'inscriptions a été constatée, mais l'association fonctionne très bien avec une forte implication du bureau, des joueurs et des bénévoles.
- ONI YAMA RYU : aucun problème n'est signalé, l'association est très satisfaite des locaux mis à leur disposition.
- JUDO CLUB HAUT BUGÉY : la commission n'a pas pu être présente à l'Assemblée Générale qui se déroule à Oyonnax
- VETERANS DU FOOT : 30 adhérents - la vente de paëlla et de saucissons est reconduite.

Monsieur Xavier BOSSAN informe le Conseil Municipal qu'une rencontre avec le Comité des Fêtes et avec des jeunes de la commune est programmée. Ils souhaitent organiser la fête des conscrits.

L'ASINV souhaite une réfection de la buvette, une réunion sur site est prévue afin d'évaluer les travaux à entreprendre et la prise en charge de la commune.

## TRAVAUX EN COURS

ILOT RECORDON : la levée de réserve de tous les travaux est prévue avant fin juillet

PUMPTRACK : un dossier de permis d'aménager a été déposé par la commune, le délai d'instruction est porté à 4 mois du fait du périmètre ABF (Architecte des Bâtiments de France).

ENFOUISSEMENT DES RESEAUX : les travaux ont débuté par le hameau de BUSSY et les délais sont respectés à ce jour. Une interruption est prévue pour les congés d'été des entreprises intervenantes.

CLOS DE L'ARA : Madame le Maire est en contact avec d'autres bailleurs pour avoir une comparaison. La délocalisation du musée est envisagée dans un nouveau bâtiment du secteur, ce qui permettrait une mise aux normes ADAP difficile dans les lieux actuels.

AMENAGEMENT DES ANCIENS LOCAUX DE LA GENDARMERIE : Logements et bureaux

La SEMCODA envisage une démolition du bâtiments des anciens logements de la gendarmerie devenus insalubres. La commune pourrait également démolir les bureaux désaffectés de la gendarmerie.

Il serait proposé d'aménager un espace public (de type square) dans ce secteur à l'aide de subventions. Un relevé topographique sera établi pour début août 2024. Un projet pourrait être soumis au prochain conseil municipal.



## INFORMATIONS DIVERSES

RPE : Relais Petite Enfance : en association avec la commune de Bellignat.

La mise en œuvre est prévue début septembre à la salle de l'Oignin :

Les mardis des semaines paires au matin et les lundis des semaines impaires au matin.

Les assistantes maternelles pourront assister à des ateliers d'éveil à Izernore ou sur d'autres communes adhérentes (sur inscription en amont).

Le RPE est également destiné aux parents pour toutes les questions administratives liées à la garde des enfants.

## QUESTIONS DIVERSES

NEANT

CLÔTURE DE LA SEANCE À 21h 50

Sylvie COMUZZI

Maire d'Izernore



Juliette AUGERT,

Secrétaire de séance

